



Fiche Boite à outils



Chambre
française
de l'Économie
Sociale et
Solidaire



Cette fiche a été pensée comme un outil permettant de faciliter la recherche d'informations venant consolider vos argumentaires de plaidoyer dans le but de se préparer à un entretien avec un candidat aux élections législatives ou un député récemment élu. Vous y trouverez une présentation de l'ESS et d'ESS France, les grands enjeux de l'ESS, une redirection vers des chiffres clés sur l'ESS, de multiples ressources de plaidoyers, ainsi que des éléments de langage.

Présentation de l'ESS :

Qu'est-ce que l'ESS ?

L'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe des entreprises privées organisées collectivement sous la forme d'associations, de coopératives, de mutuelles, de fondations et d'entreprises commerciales de l'ESS (voir encadré).

Elle est une économie du quotidien, multi-sectorielle et ancrée dans les territoires.

Selon la loi, l'ESS est « un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine ». Les entreprises de l'ESS remplissent les conditions suivantes :

- Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices,
- Une gouvernance démocratique, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise,
- Une gestion conforme aux principes suivants :
 - Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise,
 - Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées [...].

L'économie sociale et solidaire est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou de services sous la forme :

- De coopératives, de mutuelles, d'unions, de fondations ou d'associations,
- De sociétés commerciales qui, aux termes de leurs statuts, remplissent certaines conditions.

Source : Panorama de l'ESS 2022 – Observatoire national de l'ESS (ONESS)



Qu'est-ce qu'ESS France ?

ESS France est la voix de référence de l'économie sociale et solidaire. Elle fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres Régionales de l'ESS, et toute autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités. Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France souhaite contribuer au développement de l'économie sociale et solidaire dans toutes ses dimensions. ESS France existe depuis une vingtaine d'années et bénéficie depuis la loi du 31 juillet 2014 d'un agrément la reconnaissant comme structure représentative de l'ESS à l'échelle nationale.





Grands enjeux de l'ESS :

■ Planification stratégique de la transition écologique :

Longtemps délaissée, l'idée d'une planification fait son retour et s'impose comme le moyen nécessaire pour mener la transition écologique. Du moins c'est ce qu'a affirmé Emmanuel Macron en annonçant la nomination d'un premier ministre chargé de la planification écologique épaulé par deux ministères. Elle vise à apporter une vision de long terme, avec notamment la programmation des investissements publics futurs et la mise en place de politiques publiques articulées avec cohérence. Pour être acceptée et adaptée elle devra se définir de manière démocratique et en concertation avec les différentes échelles territoriales.

■ Remise en cause des acteurs lucratifs du domaine de la santé :

Les récentes enquêtes sur la gestion des EPHAD par des acteurs lucratifs (notamment Orpéa et Korian) ont montré les limites de la marchandisation de la dépendance des personnes âgées.

■ Pour une démocratie citoyenne :

La crise de nos démocraties et les crises sociales traduisent l'urgence d'impliquer les citoyens dans les décisions publiques. Des systèmes de participation existent déjà mais il est temps d'aller plus loin en systématisant la concertation des citoyens pour les politiques publiques qui les concernent.

■ Evolution de nos modes de production et de consommation :

La transition de nos modèles de société passe inévitablement par un changement radical dans nos modes de production et de consommation. La relocalisation est une solution économiquement et socialement viable afin d'assurer une transition écologique et solidaire.

■ Structuration de l'accompagnement des entreprises de l'ESS :

Nous avons constaté avec la crise covid que les acteurs de l'ESS avaient besoin d'un accompagnement spécifique. Il est nécessaire que des moyens soit mis afin de le structurer autour des réseaux d'acteurs de l'ESS dont notamment les CRESS dans le but que chaque organisation de l'ESS puisse avoir accès aux dispositifs de droits communs et bénéficier des aides qui leur sont propres.

■ L'enjeu européen :

La concordance entre la présidence française de l'Union européenne et l'élection présidentielle pourrait favoriser un élan inédit pour l'ESS française si les pouvoirs publics décidaient de s'appuyer sur elle pour contribuer à la nécessaire transformation de notre économie. L'enjeu se porte principalement sur la définition 'une taxonomie sociale à l'échelle européenne visant à reconnaître les spécificités de l'ESS.

■ Conversion de l'économie à l'ESS :



Pour “ESSiser” l’économie, il s’agit d’identifier de nouveaux secteurs dans lesquels développer l’ESS, de favoriser la « bascule » des entreprises de l’économie classique vers des modèles sociaux et solidaires, d’organiser la relocalisation des activités avec l’ESS.

■ **Sensibilisation et promotion de l’ESS :**

Force est de constater que le modèle ESS pensé comme un ensemble d’acteurs partageant des principes et des valeurs communes, n’est que peu identifié et présenté comme tel. La sensibilisation et la promotion de l’ESS en sont pourtant la porte d’entrée nécessaire pour que l’ESS devienne la norme de l’économie de demain.

Chiffres clés :

4 exemples de secteurs clés de l'implantation de l'ESS:

4 EXEMPLES DE SECTEURS CLÉS DE L'IMPLANTATION DE L'ESS : le bien vieillir, l'alimentation durable, la mobilité et l'économie circulaire

Source : Plaidoyer
pour les élections
régionales, ESS France



→ La crise sanitaire a reposé au cœur des questions de notre système de solidarité et de santé l'enjeu du bien vieillir et de l'accompagnement des personnes âgées. L'ESS est particulièrement présente sur ce secteur d'activité puisqu'elle emploie dans l'aide à domicile plus de 163 000 salariés, soit près de 70 % des emplois du secteur privé.



→ En termes de **mobilité**, alors que le transport constitue le second contributeur de gaz à effet de serre au monde. L'ESS joue un rôle important dans l'augmentation de la pratique du vélo (+28 % en mai 2020 par rapport à mai 2019) ou de l'auto-partage. Les réseaux de réparation de vélo connaissent une croissance importante, l'Heureux Cyclage compte par exemple 360 ateliers, contre une soixantaine en 2010, soit une augmentation de 500 % en l'espace de 10 ans.



→ L'ESS est également actrice en matière de **transition alimentaire**. Alors que la production de l'agriculture biologique progresse fortement, les terres dédiées à l'agriculture biologique ayant doublé en 5 ans pour atteindre 2,3 millions d'hectares en 2019, on observe pourtant une diminution des terres agricoles au niveau global, avec l'équivalent d'un département français qui disparaît tous les 10 ans². Le réseau Terre de Liens, appartenant à l'ESS, est ainsi engagé dans le rachat de terres agricoles ayant permis le maintien d'une agriculture locale et respectueuse de l'environnement avec 376 fermiers, 223 fermes et 6 400 hectares. Cette tendance se traduit également par le développement des circuits courts de proximité et de la vente directe entre producteurs et consommateurs. En témoigne la multiplication du nombre d'AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) à qui, avec plus de 2 000 acteurs fédèrent aujourd'hui plus de 250 000 adhérents



→ Enfin, l'implantation de l'ESS dans le **secteur des déchets et de l'économie circulaire** a permis ces dernières années d'accélérer les transitions en matière de consommation. Rien que dans la filière textile, les tonnages de déchets collectés ont été multipliés par trois en dix ans, passant de 75 000 tonnes en 2008 à 248 500 tonnes en 2019. L'ESS occupe une place importante dans cette filière puisqu'elle gère 36 centres de tri sur les 63 existants, à travers les activités du Relais, d'Emmaüs, etc. Le réseau Envie qui compte une soixantaine d'établissements en France collecte, quant à lui, entre 25 et 30 % des déchets d'équipements électriques et électroniques collectés en France chaque année et rénove plus de 120 000 appareils par an.



Pour aller plus loin : Veuillez trouver :

- Le panorama de l'ESS publié en mai 2022 par l'Observatoire national de l'ESS (ONESS)
- Et des données spécifiques à chaque territoire sont disponibles dans les Observatoires Régionaux de l'ESS pilotés par les CRESS

Ressources de plaidoyers :

Plaidoyer d'ESS France pour l'élection présidentielle :

Voici les propositions issues du plaidoyer d'ESS France les plus adaptées pour être portées auprès d'un candidat aux élections législatives et un député :

■ Se redonner les pouvoirs de la démocratie (Orientation 2 p.9) :

Renforcer la participation citoyenne :

- En lien avec le Pacte du pouvoir de vivre, évaluer toutes nouvelles lois et politiques publiques au regard de leurs conséquences sur les 10% les plus démunis

Soutenir les initiatives et expérimentations citoyennes :

- Création d'un fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne doté annuellement de 1% du montant total des crédits affectés au fonctionnement de la démocratie représentative en vue d'une promotion des droits des habitants.

■ Favoriser la conversion de l'économie vers l'ESS (Orientation 3 p.12)

Création d'un dispositif public d'appui à la création d'entreprise dans le cadre des missions légales des CRESS :

- Créer un Dispositif public d'appui à la création d'entreprise sociale et solidaire confié aux Chambres Régionales de l'ESS

Constitution d'un fond de conversion :

- 
- Ce fonds permettrait d'encourager et d'accompagner la transformation d'entreprises privées lucratives qui le souhaitent vers l'économie sociale et solidaire et ainsi d'accélérer la transition avec un renforcement de l'investissement dans l'ESS et un soutien à l'ingénierie de transformation.

Orienter l'investissement vers l'ESS :

- Augmenter le flux de la finance solidaire, notamment via l'épargne réglementée
- Réguler la finance se disant responsable en dépassant les seuls critères ESG ou ISR, pour fixer un centre de gravité autour de l'ESS.
- Développer les marchés publics en laissant la possibilité d'attribuer des parts de marchés aux entreprises ESUS

Soutenir l'innovation sociale :

- Définir fiscalement l'innovation sociale pour rendre opérant le Crédit d'Impôt Recherche lié.

■ **Pour un pouvoir de vivre du plus grand nombre (Orientation 4 p.16) :**

Libérer le pouvoir d'agir des jeunes :

- Ouvrir l'accès aux minima sociaux, comme le RSA, pour les jeunes

Pour un réel droit à l'emploi :

- S'engager pour une troisième loi visant à garantir les moyens et de pérenniser le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée en permettant à tous les territoires prêts et volontaires de le devenir
- Mettre en place une garantie d'emploi territorialisée pour les personnes privées durablement d'emploi, financée par l'État et pilotée au niveau local permettant de réorienter le coût du chômage et d'activer les dépenses passives du chômage de longue durée vers l'emploi dans l'économie non marchande, les secteurs du « care » et l'économie verte

Garantir l'autonomie des personnes fragiles et notamment des plus âgées :

- Assurer le financement d'une 5ème branche de la Sécurité sociale pour garantir l'autonomie des personnes fragiles.

■ **Engager une transition écologique qui soit sociale et solidaire (Orientation 5 p.19) :**

Une agriculture durable, de qualité au service de l'accessibilité et de l'autonomie alimentaire dans les territoires :

- Pour chaque départ à la retraite d'un agriculteur, assurer un droit de préférence pour la réinstallation d'un agriculteur assumant une démarche responsable et durable. Organiser



l'installation des nouveaux paysans par le biais des dispositifs coopératifs et solidaires (couveuses, CIAP, structures d'insertion, etc.)

- Adopter une grande loi foncière afin de préserver les terres agricoles, tendre vers le zéro-artificialisation, favoriser l'accès à la terre pour les nouveaux agriculteurs, permettre une gouvernance démocratique de la gestion des terres agricoles et favoriser l'agroécologie

De la conception à la fin de vie des produits, vers une économie circulaire :

- Créer un fonds réemploi pour la filière à Responsabilité Élargie du Producteur (REP) dédiée aux produits et matériaux de construction issus du bâtiment (PMCB).

Opérer une transition énergétique basée sur l'efficacité énergétique du bâti et les énergies renouvelables, notamment citoyennes :

- Engager un grand plan de rénovation énergétique des bâtiments en massifiant les aides à destination des ménages les plus précaires.
- Appuyer le développement des énergies citoyennes et renouvelables

Positionner le vélo au cœur de la stratégie de mobilité durable :

- Création d'une maison du vélo ou atelier vélo pour 50 000 habitants dans l'ensemble du territoire par un accompagnement des porteurs de projets.
- Doubler le réseau cyclable français sur le quinquennat, le rendre attractif, continu et maillé en augmentant le budget d'investissement de l'Etat d'au moins 2,5 Mds€ sur 5 ans
- Rendre le forfait mobilité durable obligatoire, totalement cumulable avec le remboursement des transports en commun et réellement incitatif pour inciter les salariés du secteur privé comme public à venir au travail à vélo
- Favoriser l'intermodalité entre transports en communs et vélo avec la création de 200 000 places de stationnement sécurisé pour les vélos supplémentaires dans les gares et pôles de transports

Développer les clauses environnementales de la commande publique :

- Faire respecter l'obligation de publication d'un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)
- Accélérer l'application des dispositifs introduits dans la loi Climat et résilience concernant les marchés publics à 2023 plutôt que 2026

Pour aller plus loin : [Plaidoyer complet d'ESS France pour l'élection présidentielle](#)



La déclaration d'engagement de l'ESS, Pour une République sociale et solidaire : nos raisons d'agir

« La raison d'agir de l'économie sociale et solidaire est d'orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique. L'ESS s'efforce d'organiser les mutations des modes de production et de consommation imposées par l'urgence écologique et sociale en développant le pouvoir d'agir par l'engagement et le pouvoir de vivre du plus grand nombre. Elle se fonde sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la démocratie et la raison. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie, qui démontre par la preuve que la prospérité peut être inclusive et atteinte en respectant les limites planétaires avec l'implication de toutes et tous. »

A retrouver : [La déclaration d'engagement de l'ESS, Pour une République sociale et solidaire : nos raisons d'agir](#)

Autres document ressources :

Lien vers :

-Compilation des plaidoyers des membres d'ESS France

-[Rapport 2021-2024 sur l'égalité femmes-hommes dans l'ESS](#) du Conseil Supérieur de l'ESS (CSESS)

-[Plaidoyer d'ESS France pour les élections régionales et départementales](#)

-Zoom sur les Orientations du plaidoyer d'ESS France : Vidéos de Jérôme Saddier, Président d'ESS France :

- **Orientation 1** : [Placer l'ESS au plus haut niveau et en transversalité de l'action publique](#)
- **Orientation 2** : [Se redonner les moyens de la Démocratie](#)
- **Orientation 3** : [Favoriser la conversion de l'économie vers l'ESS](#)
- **Orientation 4** : [Pour un pouvoir de vivre du plus grand nombre](#)
- **Orientation 5** : [Engager une transition écologique qui soit sociale et solidaire](#)
- **Orientation 6** : [Affirmer la portée européenne et internationale de l'ESS](#)

-Fiche : [les 10 arguments pour parler de l'ESS à votre repas de famille](#)



Quelques EDL pour accompagner votre entretien :

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France dans le plaidoyer d'ESS France pour l'élection présidentielle : « Notre pays se trouve actuellement confronté à une situation économique, sociale et géopolitique inédite. Il y a du neuf à construire, de l'espoir à donner, une confiance à restaurer. L'ESS est un acteur de la réconciliation collective et d'une prospérité partagée. Plus que jamais, elle est au cœur de la République. »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, dans le plaidoyer d'ESS France pour les élections régionales : « Les attentes que l'ESS formule aujourd'hui s'adressent aux futures (...). L'ESS a besoin d'engagements de leur part et de l'adoption de principes d'action qui fédéreront sans aucun doute toutes ses forces vives

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France dans le plaidoyer d'ESS France pour l'élection présidentielle : « Parce qu'elles sont animées par les parties prenantes qui les composent, les entreprises de l'ESS permettent de redonner du pouvoir d'agir aux citoyens sur leur quotidien, sur leurs besoins et plus largement sur l'économie de notre pays. En donnant à l'ESS les moyens de faire à nouveau des choses plus grandes que ce qu'elle est, nous contribuerons à la construction d'une économie à la fois plus résiliente et au soutien d'une transformation profonde de son modèle de penser et de faire »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France dans le plaidoyer d'ESS France pour l'élection présidentielle : « En menant un plaidoyer pour l'économie sociale et solidaire, nous lançons un appel, celui de faire de l'entreprise un espace de vitalité démocratique, connecté aux enjeux de territoires fort d'innovation et où peut se conduire une transformation profonde de notre production et de notre économie »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France dans le plaidoyer d'ESS France pour l'élection présidentielle : « De manière générale, et donc au-delà de l'ESS, l'entreprise est confrontée à de nombreuses injonctions parfois contradictoires : sociales, économiques, normatives, écologiques... Elle ne pourra les concilier qu'en changeant la façon même dont elle arbitre les décisions en son sein »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France dans le plaidoyer d'ESS France pour l'élection présidentielle : « Ce modèle, l'économie sociale et solidaire, n'est pas un projet utopique. Elle existe depuis plus d'un siècle, ayant fait ses preuves dans des secteurs clés de l'économie comme la santé, l'agriculture, l'alimentation, le commerce, l'industrie, la mobilité, et même l'énergie ! »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, dans le plaidoyer d'ESS France pour les élections régionales : « Faire des cinq années qui viennent cinq années utiles pour les territoires et pour la progression vers un « monde d'après » plus fraternel, territorialisé, démocratique et écologique »



-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, Focus d'ESS France « Orienter l'investissement pour changer l'entreprise » : « La transformation en profondeur de notre modèle économique ne pourra se faire sans une réorientation de l'investissement. »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, Focus d'ESS France « Orienter l'investissement pour changer l'entreprise » : « (L'ESS) permet de faire vivre la solidarité jusqu'au dernier kilomètre »

- Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, Focus d'ESS France « Orienter l'investissement pour changer l'entreprise » : « (L'ESS) porte en elle les ferments d'une autre conception de l'économie, plus compatible avec les besoins fondamentaux et durables de l'humanité. »

-Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, Focus d'ESS France « Le temps des conquêtes, les nouveaux horizons de l'ESS » : « L'ESS ne peut se fixer pour horizon d'être une simple forme de résistance, ni même une sympathique alternative à un capitalisme qui peine à se responsabiliser ou à se moraliser. Elle est au contraire, à condition d'assumer son potentiel, l'avant-garde et l'aile marchante de la transformation systémique de l'économie. »

- Edito de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, Focus d'ESS France « Le temps des conquêtes, les nouveaux horizons de l'ESS » : « L'ESS est la seule à concilier performance, résilience, utilité sociale, gouvernance partagée et durabilité, elle propose un chemin économique au service du plus grand nombre et est capable de faire face aux grandes transitions à venir »